



GROUPE DE HAUT NIVEAU DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LA COHÉRENCE DE L'ACTION DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

DANS LES DOMAINES DU DÉVELOPPEMENT, DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SOUS EMBARGO JUSQU'À 11H, HEURE DE NY, LE 9 NOVEMBRE 2006

Un groupe prestigieux cherche à refaçonner l'ONU dans le domaine du développement

- Une ONU unifiée au niveau des pays pour répondre aux besoins nationaux
- Un nouveau système de financement pour améliorer les performances et la responsabilisation
- La consolidation de trois organismes en une nouvelle organisation pour les femmes
- Un Conseil de l'ONU pour un développement durable et un Coordinateur en charge du développement afin de mieux marier les activités opérationnelles et normatives aux niveaux mondial, régional et national
- Le renforcement du leadership dans le domaine environnemental et humanitaire

Nations Unies, New York, le 9 novembre 2006 – Pour atteindre son plein potentiel et aider les pays à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, l'énorme système onusien doit être refaçonné de manière radicale, afin d'être « uni dans l'action », explique un groupe présidé par les Premiers ministres du Mozambique, de Norvège et du Pakistan dans un rapport présenté aujourd'hui à l'organisation mondiale.

« Nous présentons un agenda audacieux mais réaliste, affirme le Premier ministre du Pakistan, Shaukat Aziz. S'il est suivi, l'ONU sera bien gouverné, avec un financement adéquat, et pourra répondre plus efficacement aux besoins des pays et des communautés partout dans le monde. »

A l'heure actuelle, le travail de l'ONU dans le domaine du développement est fragmenté et faible, et il n'est pas suffisamment structuré pour répondre aux besoins nationaux, conclut le rapport. Plus d'un tiers des équipes de pays des Nations Unies ont une dizaine d'agences sur place. Certaines en ont plus de vingt. Cela mène à des interventions programmatiques « incohérentes » et à des coûts administratifs « excessifs ».

Pour résoudre le problème, le groupe suggère que les opérations d'un grand nombre d'agences spécialisées, de fonds et de programmes soient pleinement prises en main par le pays qui les accueille, sous la houlette d'un coordinateur résident aux pouvoirs élargis, nommé indépendamment de toute agence particulière. Dans l'idéal, l'équipe de pays disposerait d'un budget unique axé sur la réalisation des OMD et d'autres objectifs de développement acceptés par un ensemble de nations et alimenté par un nouveau mécanisme pluriannuel de financement des OMD, afin de garantir des ressources adéquates et prévisibles.

« Nous voulons que l'ONU soit un acteur stratégique au niveau national et qu'il nous soutienne dans la préparation et la mise en œuvre de nos propres stratégies nationales de développement », plaide Mme Luisa Das Diogo, Premier ministre du Mozambique.

La supervision de « Programmes de pays d'un ONU unifié » reviendrait à un Conseil stratégique du développement durable, qui, en finale, rassemblerait les conseils du Programme des Nations

Unies pour le Développement, du Fonds des Nations Unies pour la population, et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. Le PNUD abandonnerait beaucoup de ses activités annexes à des entités onusiennes spécialisées dans le domaine en question, mais assumerait un rôle de chef de file pour veiller à la cohérence des politiques et soutenir les équipes de pays de l'ONU. L'Administrateur du PNUD deviendrait Coordinateur du développement, propose le Groupe, et il serait responsable devant le Conseil du développement durable.

Composé de chefs d'Etat et de dirigeants d'agences de développement passés ou présents, le groupe a été nommé un peu plus tôt dans l'année par le Secrétaire Général en réponse à l'appel du Sommet mondial de 2005 en faveur d'une plus grande cohérence dans les activités de développement de l'ONU.

Ses membres proposent des réformes audacieuses afin d'améliorer sérieusement l'efficacité de l'ONU et de répondre à des défis mondiaux nouveaux et croissants.

En réponse à ceux qui se demandent si, prises dans leur entièreté, ces recommandations ne risquent pas d'entraîner une restructuration trop radicale, le Premier ministre de Norvège Jens Stoltenberg a déclaré que « la décision la plus radicale et la plus spectaculaire que nous puissions prendre, c'est de ne rien faire. Le maintien du statu quo serait une victoire de l'inertie. » Il a ajouté que « face aux défis d'aujourd'hui, personne ne proposerait le système actuel de l'ONU. Le laisser tel quel, ce serait se plier aux vues à court terme de pays ou d'institutions. »

Les membres du groupe se sont aperçus que trois organismes onusiens (normatifs et opérationnels) s'occupent de la question clé de l'égalité entre les sexes et de l'amélioration du sort des femmes, mais qu'ils le font sans coordination aucune et de manière peu efficace. Dans leur rapport intitulé Unis dans l'action, ils proposent la formation d'une seule organisation onusienne, disposant de suffisamment de fonds et de personnel pour remplir l'ensemble de leurs mandats.

Le Programme de l'ONU pour l'environnement doit être valorisé pour qu'il puisse coordonner le travail d'au moins vingt entités onusiennes s'occupant d'environnement, estime le Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies. Il ajoute qu'il faudra procéder plus tard à une nouvelle évaluation pour proposer d'autres consolidations. Il postule aussi que le Bureau du Coordinateur aux Affaires humanitaires devrait assumer un rôle de chef de file plus important lors de catastrophes humanitaires ou de situations d'après conflit, afin de mieux intégrer les opérations de secours avec des organisations non gouvernementales comme la Croix Rouge et le Croissant Rouge. Le groupe, qui s'est rendu au Pakistan pour observer les opérations de secours en faveur des victimes du séisme l'an dernier, propose un cadre plus efficace pour les systèmes d'alerte rapide et de réduction des risques en cas de catastrophe naturelle.

Le groupe de haut niveau recommande la nomination d'un Forum des dirigeants mondiaux, au niveau du Sommet, afin de disposer d'un forum de politique de haut niveau pour répondre aux problèmes auxquels la communauté internationale se trouve confrontée.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Tim Wall, 1-212-963-5851, wallt@un.org ou Oisika Chakrabarti, 1-212-963-6816, chakrabarti@un.org à la Section Développement du Département de l'Information de l'ONU ou Fabienne Fon Sing, 1-212-963-8136, ffs@nyo.unep.org au secrétariat du groupe.

Pour télécharger le rapport ou obtenir des informations sur le Groupe de haut niveau, veuillez vous rendre sur le site web www.un.org/events/panel/.

MEMBRES DU GROUPE

S.E. Shaukat Aziz, Pakistan (Coprésident)

Premier ministre, Pakistan

S.E. Luísa Dias Diogo, Mozambique (Coprésidente)

Premier ministre, Mozambique

S.E. Jens Stoltenberg, Norvège (Coprésident)

Premier ministre, Norvège

M. Gordon Brown, député, R.-U.

Ministre des Finances

M. Mohamed T. El-Ashry, Egypte

Associé principal de recherche, Fondation pour les Nations Unies et ex-PDG,
Fonds pour l'environnement mondial

M. Robert Greenhill, Canada

Président de l'Agence canadienne pour le développement international

Mme Ruth Jacoby, Suède

Directrice générale pour la coopération au développement, MFA Suède

S.E. Ricardo Lagos Escobar, Chile

Ancien Président de la République du Chili

M. Louis Michel, Belgique

Commissaire européen en charge du développement et de l'aide humanitaire

S.E. Benjamin W. Mkapa, Tanzanie

Ancien Président, République unie de Tanzanie

M. Jean-Michel Severino, Canada

Directeur général, Agence française pour le développement

Mme Josette Sheeran, USA

Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, commerciales et agricoles,
Département d'Etat américain

M. Keizo Takemi, Japon

Premier Vice-Ministre pour la Santé, le Travail et la Sécurité sociale
Ancien Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Japon

EX-OFFICIO

M. Lennart Båge

Président du Fonds international de développement agricole (FIDA)

Mr. Kemal Derviş

Administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement
(PNUD)